La journée d'été des communistes - Malo-les-Bains samedi 29 août (p. 4)

COMMUNISTES

Coronavirus, rentrée scolaire, plans de licenciements... une rentrée des communistes sur tous les fronts ! (p. 3)



Mali

Il appartient au peuple malien de décider seul de son avenir

L'AIR DU TEMPS

Peu disposés à faire des sacrifices

Une enquête Viavoice/HEC de fin juillet montre assez bien l'état de l'opinion et des salariés. L'enjeu majeur semble être celui de l'emploi. 84 % des sondés pensent que les entreprises vont licencier et le chômage augmenter. Mais les « accords de compétitivité » mitonnés par le pouvoir (et les patrons) « ne font pas l'unanimité ». Une large partie de l'opinion s'oppose « à un dispositif auquel peuvent faire appel des entreprises qui ne traversent pas de difficultés liées à la conjoncture actuelle. C'est l'illustration d'une méfiance encore réelle envers la volonté des entreprises à jouer le jeu » semble regretter Viavoice. « Les Français ne sont pas prêts à faire personnellement de grands sacrifices » continue l'enquête. Peu sont prêts à renoncer à leurs jours de RTT, peu feraient « une croix sur leurs augmentations de salaires » et pas question d'abandonner les 35 heures. Des informations utiles en cette veille de rentrée sociale. ✪

Gérard Streiff

SOUSCRIPTION 2020 (cliquez)

Je verse :.....€

"En pleine bataille des retraites donner les moyens au PCF d'intervenir"

Chèque à l'ordre de "ANF PCF" : 2 place du Colonel-Fabien 75167 Paris Cedex 19



La fête de l'Humanité n'est pas annulée, elle se tiendra autrement !

Avec l'épidémie de Covid-19, la fête de l'Humanité ne pourra se tenir comme les années précédentes, elle prendra exceptionnellement une forme nouvelle alliant initiatives décentralisées et format numérique au travers d'une chaîne télé qui durant les 3 jours de fête (11, 12, 13 septembre) donnera accès aux différents espaces de la fête (Forum social, Agora, Espace culture, Village du monde...).

Chacun de ces espaces donnera accès à des débats, des concerts, des interviews, des événements en direct comme des rediffusions de moments forts de fêtes de l'Humanité passées.

La chaîne TV commencera à émettre dès le 10 septembre au soir pour se terminer le dimanche 13 septembre à 20h. L'objectif est de continuer à faire vivre une fête de l'Humanité porteuse de luttes, de convergences, d'alternatives politiques à l'heure où les questionnements politiques s'accentuent chez nombreux de nos concitoyens et où le gouvernement met tout en œuvre pour poursuivre son tour de vis libéral.

Pour faire retentir la fête de l'humanité partout en France, l'idée est de démultiplier les initiatives de rencontres, de débats, de moments conviviaux autour des événements retransmis par la chaîne TV de la fête.

Ainsi, chaque fédération ou section pourrait construire une initiative publique de la fête de l'Humanité sur son territoire. L'ensemble de ces initiatives seront recensées sur le site de la fête de l'Humanité.

Ces moments de rencontre et de convivialité locaux pourraient être des moments importants de débat et de réflexion sur la situation politique mais aussi des temps de mobilisation dans la perspective d'une rentrée sociale qui ne doit pas être étouffée par la situation sanitaire.



Pour nous permettre la réalisation de cette fête de l'Huma, nous avons à disposition un bon de soutien vendu 25 euros dont 5 seront reversés au Secours populaire. Le bon de soutien est donc à la fois l'outil de construction de cette fête inédite mais aussi de la nécessaire solidarité dans la période très difficile que nous traversons. L'achat du bon de soutien sera cette année déductible des impôts et donnera droit à la réception d'un hors série de l'Humanité spécial fête de l'Humanité.

Les fédérations vont recevoir ces jours-ci les bons de soutien, comme les années précédentes il y a un enjeu à transmettre très rapidement le fruit des ventes à l'Humanité pour construire cette fête inédite qui pourra être visionnée collectivement ou individuellement par des centaines de milliers de personnes mais aussi de transmettre au secteur « vie des fédérations » au CN l'ensemble des initiatives que nous allons prendre partout en France. ✪

Nathalie Simonet,
membre de l'exécutif national
responsable de la diffusion du bon de soutien.

Coronavirus, rentrée scolaire, plans de licenciements… une rentrée des communistes sur tous les fronts !

Ces derniers jours, le nombre de cas de coronavirus est reparti à la hausse, atteignant un nouveau record depuis le mois de mai, mois du déconfinement. Des départements sont à nouveau classés en « zone de circulation active » et certains Ehpad se reconfinent déjà.

L'urgence est là : il faut tout faire pour empêcher une reprise de l'épidémie. Or que fait le gouvernement pour notre protection, pour renforcer le système de santé ? Alors que le Premier ministre a affirmé sa volonté d'« étendre le plus possible l'obligation du port du masque dans les espaces publics », nous exigeons avant tout la gratuité des masques. « Quoi qu'il en coûte » !



Quant à l'hôpital public et aux Ehpad, la mascarade du Ségur de la santé est une honte. La réalité, c'est que les soignant·e·s auront les plus grandes difficultés face à une deuxième vague épidémique car épuisé·e·s par le travail au sein d'établissements toujours sous-dotés en moyens matériels et humains. C'est là aussi une exigence : le gouvernement doit entendre les revendications des personnels, des syndicats, des collectifs qui émergent et rouvrir les négociations.

Soyons également mobilisé·e·s pour que la rentrée scolaire ne renforce pas la crise éducative et ouvre au contraire le chemin d'une école ambitieuse et émancipatrice pour toutes et tous. Le protocole sanitaire élaboré en catimini cet été doit d'urgence être révisé pour garantir la sécurité sanitaire, un pré-recrutement massif de personnels, à commencer par les enseignant·e·s doit être décidé et des moyens débloqués pour permettre un enseignement en groupes réduits qui ne laisse aucun·e élève sur le bord du chemin.

En matière de santé comme d'éducation, la seule préoccupation du gouvernement est de limiter la dépense publique. Car il s'agit de la mettre au service d'un tout autre objectif : la relance des profits malgré la crise économique !

Si nous n'avons pas encore les détails du plan de relance qui sera présenté la semaine prochaine, le ministre de l'Economie a cependant profité de l'été pour annoncer les nouveaux cadeaux aux actionnaires qu'il contient. Après les milliards d'euros d'aides publiques aux grands groupes qui licencient, Bruno Le Maire a confirmé une baisse de 20 milliards d'euros en deux ans des impôts de production, notamment de la CVAE !

Voilà la réponse du pouvoir au chômage atteint un niveau historique, aux plus de 275 plans de licenciements soi-disant « de sauvegarde de l'emploi » ont eu lieu depuis mars dernier avec plus de 43 000 emplois supprimés ! Cette réalité appelle une toute autre politique qui transforme notre mode production pour placer l'humain et la planète au cœur de tous les choix. Une planète abîmée un peu plus cet été par la décision gouvernementale de lever partiellement l'interdiction des néonicotinoïdes.

Après notre projet de sortie de crise adopté avant l'été et que nous mettrons largement en débat dans les mois qui viennent, le Conseil national du PCF des 5 et 6 septembre sera l'occasion de lancer une campagne nationale sur l'emploi. D'ores et déjà, vous pouvez signer la pétition nationale.

L'enjeu d'un projet de société alternatif au projet capitaliste qui aggrave la crise sera au cœur de l'édition inédite 2020 de la fête de l'Humanité qui pour raison sanitaire prendra ses quartiers dans plusieurs lieux d'Ile-de-France, et en direct sur fete.humanite.fr les 11,12 et 13 septembre prochains. Le journal et cette fête inédite ont besoin de notre soutien. Diffusons le bon de soutien de 25 euros dont 5 euros reversés au Secours populaire et mobilisons massivement pour la journée d'action interprofessionnelle du 17 septembre ! ✪

Igor Zamichiei
coordinateur de l'exécutif national

La journée d'été des communistes Malo-les-Bains, samedi 29 août

La pandémie a failli en avoir raison. Au vrai, elle lui a bien arraché quelques plumes. Reste pourtant qu'elle sera là, fidèle au poste, le dernier week-end d'août : l'université d'été des communistes. Ramenée à une journée, peuplée de masques et pleine de gels hydro-alcooliques, elle suivra les recommandations sanitaires à l'œuvre dans notre pays (hors Puy du Fou…). Ainsi, les personnes qui ne partagent pas le même foyer ne pourront s'asseoir côte à côte pendant les ateliers. Mais la fraternité sera bien au rendez-vous : il ne peut en être autrement quand des centaines de communistes se retrouvent. Et puis, il y aura la buvette tenue par la fédération du Nord, le grand banquet conclusif à deux pas de la plage de Malo-les-Bains…

Il est vrai que la période n'appelle pas à faire moins de politique mais, au contraire, sensiblement davantage. Écouter, échanger, penser pour riposter, proposer, agir en meilleure connaissance et avec une efficacité enrichie par la réflexion collective : telle demeure la ligne de l'événement.

Nous savons bien, cependant, que la situation présente va tenir à l'écart de la mer du Nord un certain nombre de camarades qui y seraient venu en temps normal. Nous allons renforcer dans cet esprit la dimension numérique de la journée - déjà présente dans les éditions passées avec ces dizaines de vidéos disponibles via YouTube https://www.youtube.com/playlist?list=PLmvbRi37dHo9qKj5ToLJva-z8p04vICx7.

De ce point de vue, la page Facebook de l'université d'été restera précieuse cette année encore : https://www.facebook.com/UniversiteDeteDuPcf/

Beaucoup de questions ont été posées sur le programme, élaboré dans les circonstances particulières de l'été 2020. Disons qu'il placera les communistes sur le terrain des réponses à la crise que nous vivons. Ce sera l'allocution de rentrée du secrétaire national. Ce sera le grand débat « Quel mode de production pour le XXIe siècle ? » ancré dans les réalités contemporaines et les mobilisations déjà à l'œuvre. Fabien Roussel et Philippe Martinez, notamment, y participeront. Ce sera aussi le temps consacré à cette refondation de l'hôpital dont l'absolue nécessité a paru au grand jour à des millions de nos concitoyens ces derniers mois. Ce sera encore un moment d'analyse et de riposte. Face aux projets de démembrement de la République avancés par Jean Castex, nous poserons en grand la question « Fédéralisme ou République ? » avec Éliane Assassi, présidente du groupe CRCE au Sénat, et des représentants des grandes forces politiques de progrès. Riposte encore avec le thème de la « dette » qui, après les milliards soudainement dégainés, est à présent brandi par le gouvernement comme arme définitive pour faire baisser toutes les têtes et réduire au silence toutes les revendications. Plus globalement, c'est l'âpre bataille idéologique en cours que traitera Patrick Le Hyaric, directeur de L'Humanité.

Un des intérêts d'être un parti, c'est de pouvoir mettre au pot commun les expériences menées ici ou là. C'est ce que nous ferons, à partir de ce précieux observatoire des municipales, avec Olivier Sarrabeyrouse, Michèle Picard et Patrice Bessac, maires de Noisy-le-Sec, Vénissieux et Montreuil. Jean-Daniel Lévy, pour Harris Interactive, apportera également un éclairage.

Je ne peux être complet mais je voudrais signaler qu'à Malo, le 29 août, on parlera Europe, racisme mais aussi poésie, avec Olivier Barbarant, ou dialectique, après la mort de Lucien Sève et à l'approche du bicentenaire de celle d'Engels. Les anniversaires malmenés seront également présents : celui d'Elsa Triolet, décédée il y a 50 ans ; le centenaire du Parti communiste, bien sûr, avec la présentation du nouveau programme national des réjouissances, un aperçu des expositions qui vous attendent et de premiers débats sur le sujet, avant le lancement en bonne et due forme, à Tours, début octobre.✪

Il est encore temps de s'inscrire et de prendre car ou train pour le rendez-vous de Malo !

Inscriptions : https://www.pcf.fr/journee_dete_2020
Questions : universite-ete@pcf.fr

Guillaume Roubaud-Quashie



A l'offensive dans les quartiers populaires !

La commission "Activité du Parti dans les quartiers populaires" s'est réunie ce 22 juillet. Malgré la date estivale, près de 25 fédérations étaient représentées. Le travail de la commission s'installe donc dans la permanence.

La discussion s'est engagée à partir de l'expérience des élections municipales. Les résultats sont divers mais la discussion dégage les traits communs d'une expérience et de préoccupations collectives. L'abstention très élevée dans des quartiers où les populations sont en première ligne des dégâts du capitalisme et de la politique gouvernementale interroge tout le PCF. D'une manière générale, il n'y a pas eu de sursaut au second tour, même dans des communes où nos élus et militants s'étaient engagés pleinement dans la solidarité et l'action pendant le confinement.La gauche et le PCF refluent parfois dans ces quartiers au profit de la droite mais aussi de votes clientélistes, communautaristes voire mafieux. Cette problématique revient dans presque toutes les interventions, des camarades évoquant un basculement, la dépolitisation dans une situation d'extrêmes difficultés et pertes d'espoir des populations concernées, d'autant plus quand notre organisation est affaiblie. La question des trafics, notamment de stupéfiants, est aussi évoquée par tous comme un élément important de dégradation du vivre ensemble, du ras-le-bol de la population qui se sentant abandonnée, ne voit pas l'utilité d'aller voter.

Si le constat est parfois sévère, les militants présents affirment tous leur volonté de s'accrocher pour redonner au PCF sa place dans ces quartiers. Reconstruire notre organisation, politiser notre activité, reconstruire notre lien avec les femmes et hommes de ces quartiers sont des priorités à décliner précisément et avec volontarisme. Un camarade résume ainsi les objectifs qu'il se fixe dans sa fédération : Combattre la misère et la précarité, réhabiliter la politique, reconstruire des liens de solidarité et de fraternité.



Des fédérations font part d'initiatives autour de pétitions sur le thème du pouvoir d'achat, du droit aux vacances, du RSA pour les moins de 25 ans. Le devenir du logement social est évoqué avec le risque de fusion imposée par les préfets pour les offices HLM dans les mois qui viennent. Des camarades souhaitent plus d'aide pour intervenir utilement sur cette question. L'expérience de la mobilisation des quartiers populaires pour la reconquête de Villejuif demande à être connue et partagée.

Au final, les présents valident les objectifs suivants pour poursuivre le travail de la commission :

- Un bulletin national permettant la circulation des idées, matériels et initiatives, la mise à disposition d'argumentaires.
- Un tract école pour la rentrée en lien avec le secteur éducation car l'école, d'autant plus dans la dernière période marquée par la Covid-19,reste une préoccupation largement partagée source de mobilisation.
- Un tract sur la question du refus des trafics, de l'action de la police et de la justice.
- Enfin, des interventions fortes du secrétaire national en direction de ces quartiers sont demandées. Il s'agit d'unir les efforts pour plus de visibilité du PCF !

Au final, si les difficultés sont évoquées avec franchise, elles ne sont pas source de renoncements. Les présents mesurent les efforts nécessaires, il s'agit maintenant de mettre en œuvre les décisions. ✪

Marie-Christine Burricand
responsable nationale aux quartiers populaires

Bernard Stiegler, la révolution numérique et le PCF

Le 5 août s'éteignait Bernard Stiegler, une voie singulière et féconde dans le paysage intellectuel mondial. Bernard Stiegler a été l'un des rares intellectuels français à réfléchir la révolution numérique dans toutes ses contradictions, mais aussi a agir concrètement sur ces conséquences, que cela soit au sein du Conseil national du numérique au temps où cette institution avait du sens, à Ars Industrialis ou sur le terrain, en initiant des projets novateurs sur le territoire de Plaine commune.
Il n'était ni technophobe, ni technobéat, il était technocritique. Dialectiquement il considérait le numérique comme un « pharmakon », c'est à dire à la fois un remède, un poison et comme bouc-émissaire, voire un exutoire . Pour lui, le fait que toute technologie soit un pharmakon était tout le contraire d'une neutralité de la technique. Bernard Stiegler opposait à un anthropocène dominé par entropie informationnelle mortifère du capitalisme, la conquête d'une voie « néganthropique » impliquant de mettre « les automates au service de capacités individuelles et collectives de désautomatisation ».

Pour Bernard Stiegler, dans le cadre du capitalisme globalisé, « l'automatisation algorithmique conduit au dépérissement du salariat et de l'emploi, et donc à la disparition prochaine du modèle keynésien de redistribution des gains de productivité » et à une « hyper prolétarisation » au sens donné dans le Manifeste de Karl Marx au mot prolétaire. Mais il récusait l'idéologie de la « mort du travail » et proposait une extension à tout le salariat du statut d'intermittent du spectacle . Cette proposition entrait en résonance avec la « Sécurité emploi formation » du PCF.



Avec la disparition de Bernard Stiegler, le PCF a perdu un ami critique. Bernard Stiegler entretenait un rapport fort avec le PCF. Contrairement à d'autres qui ont quitté le PCF, Bernard Stiegler n'a jamais renié son engagement de huit années, ni versé dans l'anticommunisme. Il a au contraire toujours reconnu l'importance du PCF dans la société française. Il a constamment pratiqué un dialogue critique mais fécond et amical avec le PCF et les élu·e·s communistes. Bernard Stiegler ne manquait pas une occasion de souligner le rôle décisif joué par les municipalités communistes, le Parti communiste, la Fête de l'Humanité dans l'appropriation populaire de la culture dans toutes ses dimensions.
Si Bernard Stiegler ne se revendiquait pas marxiste, il a toujours mis en avant l'apport de Marx dans la construction de sa propre pensée. Bernard Stiegler aimait débattre avec les militants communistes que cela soit à la Fête de l'Humanité à l'Espace du numérique libre, des hackers et des fablabs, aux Etats généraux de la révolution numérique organisés par le PCF lors d'un débat avec Pierre Laurent, à l'Espace Marx de Lille avec Fabien Roussel et lors du centenaire de la Révolution d'octobre avec Frédéric Boccara. Réciproquement il m'a invité à prendre la parole en tant que dirigeant du PCF sur les questions du numérique lors des assemblées générales d'Ars Industrialis. Ces échanges critiques étaient quelque chose de très important pour lui, comme pour le PCF.

Lors des cinquièmes États généraux de la révolution numérique organisés par le PCF qui se tiendront les 20 et 21 novembre à l'espace Niemeyer, nous rendrons un hommage à la mémoire et aux travaux stimulant de Bernard Stiegler.✪

Yann Le Pollotec,
membre du CN du PCF,
responsable national de
la Commission révolution numérique

Liban : C'est aux libanais de décider de leurs réformes (PCF)



La terrible explosion qui a détruit et endeuillé dramatiquement Beyrouth intervient alors que le pays est dans une situation de faillite, avec un gouvernement corrompu qui siphonne les richesses du pays et organise l'évasion fiscale. Le peuple libanais, meurtri par l'explosion, avec plus de 120 morts, 4 000 blessés et 300 000 Beyrouthins sans domicile exprime donc avec raison sa colère contre ce régime. Ils ont besoin de notre aide.

Face à l'urgence sanitaire et sociale, la priorité est d'apporter l'aide internationale et de s'assurer qu'elle ne tombe pas dans les mains des profiteurs mais surtout pas de conditionner la solidarité à la mise en œuvre des politiques d'austérité très dures du FMI. C'est au peuple libanais et aux forces progressistes de décider des réformes permettant de répondre à leur besoin. La France n'a pas à se comporter comme une ancienne puissance coloniale pour asservir encore plus ce pays. Quand il y a urgence, il n'y a pas d'ingérence!

Les puissances occidentales, et tout particulièrement la France, ont soutenu à bout de bras ces dirigeants qui, avec l'aide des institutions financières internationales, ont semé la ruine, détruit l'appareil productif, les services publics de l'eau, de l'électricité, de la santé... on en mesure les conséquences avec le regain de la pandémie de Covid-19.

Il y a donc de l'indécence à voir Emmanuel Macron venir dicter aux Libanais le comportement à adopter et faire des leçons de morale démenties constamment par les positions françaises.

Le Liban est sous le choc. Oui, le Liban a besoin d'une aide financière et matérielle massive pour venir en aide aux blessés, aux sans-abri mais aussi pour reconstruire la capitale. Oui, le Liban a besoin de réformes fondamentales pour mettre un terme au système communautaire, se débarrasser de ces dirigeants honnis, reconstruire une économie... Mais le Liban n'est plus un protectorat français. Si Paris veut véritablement aider ce pays, il faut entendre les revendications exprimées dans la rue, par le peuple libanais et les forces progressistes, contre ce système. L'Union européenne s'honorerait en accueillant les milliers de réfugiés qui ont trouvé refuge dans ce pays où la solidarité n'est pas un vain mot.



Derrière la magnanimité apparente d'E. Macron, il y a la volonté de faire perdurer dans des conditions nouvelles l'ordre existant afin de pérenniser la domination et les ingérences occidentales. Pire, E. Macron relaie les exigences émises par la Banque mondiale et le FMI ainsi que par D. Trump. Le FMI a conditionné son aide à une réduction draconienne du montant des retraites, du nombre de fonctionnaires et des dépenses publiques accentuant encore la misère. Il a exigé de fermer hermétiquement la frontière avec la Syrie ce qui est impossible. Quant au président des États-Unis, il conditionne l'aide internationale à la lutte contre le Hezbollah libanais accentuant les menaces de guerre et l'application de la loi Caesar qui empêche les entrepreneurs libanais de participer à la reconstruction de la Syrie.

Le Liban mérite mieux que des effets de manche et des manœuvres sournoises dont les conséquences seront désastreuses.

Au nom des liens d'amitié qui unissent nos deux peuples, le Parti communiste français se tient aux côtés du peuple libanais. ✪

Parti communiste français,
Paris, le 6 aout 2020

Plan jeunesse : Castex propose un avenir précaire pour les jeunes

Les jeunes payent un lourd tribut depuis l'arrivée de la crise économique. Occupant les postes les plus précaires, ce sont eux les plus touchés par la montée du chômage. Les plans de licenciements, la diminution des missions d'intérim, la suppression d'emplois saisonniers… L'été fut rude pour une grande partie des jeunes. La rentrée ne s'annonce pas moins compliquée. Aux suppressions d'emplois vont s'ajouter les 750 000 jeunes ayant fini leur formation arrivant sur un marché de l'emploi dégradé et quasi-saturé à compter du mois de septembre.

De plus en plus de jeunes vont se retrouver sur le carreau avec peu, voire aucune source de revenu pour celles et ceux qui n'auront pas encore travaillé. La précarité qui est déjà une réalité quotidienne pour de nombreux jeunes va s'aggraver au fil des mois. Dans ce contexte, les annonces de réformes du gouvernement risquent d'aggraver encore plus ce phénomène de précarisation.

Face à la montée du chômage chez les jeunes, Jean Castex a annoncé un grand plan de secours pour la jeunesse. Celui-ci s'intitule un jeune est égal à une solution. Un joli slogan pour masquer une réalité bien moins attrayante.

Dans ce plan de secours, figure une prime à l'embauche des jeunes pour les entreprises. Un simple CDD de trois mois pour un jeune de moins de 26 ans suffira à décrocher ladite prime. Jean Castex propose comme perspectives pour les jeunes une société de petits boulots. Mais le pire est à venir. Dès le mois de septembre, le Premier ministre a annoncé la création de 100 000 missions de service civique afin d'endiguer le chômage chez les jeunes. Nous sommes ici bien éloignés de l'objectif originel des services civiques qui devaient permettre « d'encourager l'engagement » des jeunes. Mais cela ne choque désormais plus personne, tant ce contrat a été dévoyé de sa mission d'origine. Si bien qu'aujourd'hui, le premier consommateur de ces emplois déguisés est l'Etat et plus particulièrement l'Education nationale. Ce contrat n'est en réalité ni plus ni moins qu'un contrat pour les moins de 25 ans avec le droit du travail en moins et rémunéré en dessous du smic. Le plan du gouvernement « un jeune une solution » vise à multiplier les contrats précaires pour les jeunes. Nous sommes bien éloignés des aspirations des jeunes.

Ce gouvernement ne s'inscrit pas en rupture avec le précédent comme l'avait annoncé Emmanuel Macron lors du remaniement. Bien au contraire, celui-ci s'inscrit dans la droite ligne du précédent et continue les mêmes politiques libérales qui nous ont amenés à cette crise économique. Ce sont ces réformes qui ont entrainé la destruction de l'industrie en France et fragilisé par là même notre économie ; qui ont détruit toutes formes de sécurité de l'emploi en ubérisant le travail et en cassant le code du travail. Ce sont toutes ces réformes libérales qui nous ont amenés à cette crise et nous n'en sortirons pas en faisant la même politique. Les emplois plus ou moins déguisés mais toujours plus précaires nous mènent droit dans le mur et offrent comme seul horizon pour la jeunesse un travail et une vie précaire.

Les jeunes communistes dénoncent le manque d'ambition et de perspective pour les jeunes. Nous le revendiquons depuis l'arrivée de la crise économique : nous ne paierons pas la crise.

L'urgence doit être à un projet politique ambitieux pour la jeunesse. Ce projet doit s'accompagner aussi bien de mesures immédiates de protection sociale que de mesures à plus long terme favorisant une sécurité de l'emploi et de la formation pour l'ensemble des jeunes.

C'est autour de ce projet que les jeunes communistes vont dès la rentrée militer pour permettre une éducation de qualité et gratuite sur l'ensemble du territoire pour toutes et tous. C'est également dans ce sens que nous militerons tout au long de l'année pour gagner de nouveaux droit au travail pour les jeunes notamment en revendiquant l'interdiction des licenciements à cause de la Covid-19 et l'interdiction des rémunérations en dessous du smic. ✪

Léon Deffontaines,
secrétaire général du MJCF

COMMUNISTES

2, place du Colonel-Fabien - Paris 19e -
COMITÉ DE RÉDACTION : Igor Zamichiei (directeur), Gérald Briant, Léon Deffontaines, Yann Henzel, Méline Le Gourriérec, Delphine Miquel, Laurence Patrice, Yann Le Pollotec, Julien Zoughebi.
RÉDACTION : Gérard Streiff (Tél. : 01 40 40 11 06)
Mèl : **communistes@pcf.fr**
RELECTURE : Jacqueline Lamothe
MISE EN PAGES ET MISE EN LIGNE : Zouhair@NAKARA.info (Tél. : 06 07 99 90 81)
Publication du PCF sous Creative Commons BY-NC-SA

PCF
SOUSCRIPTION (cliquez)

Cette contribution est essentielle au fonctionnement du PCF et à son intervention dans le débat politique traversé par une large et profonde colère sociale. C'est un enjeu démocratique majeur à l'heure où tout est mis en œuvre pour réduire le débat politique au face-à-face Macron-Le Pen.



Je verse :.....**€** **Ma remise d'impôt sera de 66 % de ce montant.**

NOM : ..... PRÉNOM : .....

ADRESSE : .....

.....

CODE POSTAL..... Ville.....

Chèque à l'ordre de "ANF PCF"
2 place du Colonel-Fabien 75167 Paris Cedex 19